

OBJET : Frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe - Année scolaire 2010-2011

Réseaux : TOUS
Niveaux et services : SEC (Ord/Spéc)
 FOND (Ord/Spéc)
 INTERNATS (Ord/Spéc)

Période : Année scolaire 2010-2011

Aux Chefs d'établissement et Administrateurs des Internats et Homes d'Accueil de l'enseignement organisé par la Communauté française,
 Aux Pouvoirs organisateurs des Internats de l'enseignement officiel et libre subventionné,
 Aux Directeurs des Etablissements de l'enseignement officiel et libre subventionné,
 Aux membres des services de la Vérification,

Pour information,
 Aux membres des services de l'Inspection,
 Aux associations de parents.

<u>Circulaire</u>	Informative	Administrative	Projet
<u>Emetteur</u>	Direction générale de l'enseignement obligatoire		AGERS
<u>Destinataire</u>	Chefs d'établissements et Administrateurs des Internats et Homes d'accueil de l'enseignement organisé par la Communauté française, Pouvoirs organisateurs des Internats de l'enseignement subventionné		Primaire, secondaire ordinaire et spécialisé
<u>Contact</u>	Cécile BAETSLE	02/690.84.14	cecile.baetsle@cfwb.be
<u>Documents à renvoyer</u>	OUI		NON
<u>Date limite d'envoi</u>	Le 11 juillet 2011		
<u>Objet</u>	Frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe		

J'ai l'honneur de vous informer que les montants de la pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, confiés à un internat annexé à un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française, officiel subventionné ou libre subventionné, pour **l'année scolaire 2010-2011**, sont identiques à ceux applicables en 2009-2010 et s'élèvent donc à :

- **1484,61 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement primaire ordinaire;
- **1717,43 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement secondaire ordinaire ;
- **1331,56 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé fondamental;
- **1564,23 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé secondaire.

Ces montants sont ceux appliqués dans les internats organisés par la Communauté française.

L'intervention de la Communauté française dans le prix de la pension reste toujours fixée aux **2/3 du montant de la pension payée, soit un maximum de**

- **989,74 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement primaire ordinaire;
- **1144,95 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement secondaire ordinaire;
- **887,71 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé fondamental;
- **1042,82 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé secondaire.

L'intervention de la Communauté française est réduite dans trois cas :

- lorsque l'élève ne s'est pas présenté à l'internat et à l'école à la date effective de la rentrée scolaire ;
- lorsque l'élève a quitté l'internat au cours de l'année scolaire ;
- lorsque l'élève a été absent de l'internat¹.

Le nombre de journées de présence possible à l'internat est fixé forfaitairement à 300 et le nombre de journées d'un mois entier à 30.

J'attire aussi votre attention sur le fait que la loi du 19 janvier 1990 qui abaisse l'âge de la majorité civile à 18 ans a pour conséquence d'entraîner la suppression de l'intervention de la Communauté française dans les frais de pension à partir de la date anniversaire des 18 ans. Je vous prie de bien vouloir veiller au respect de cette mesure.

¹ Cas particulier de l'internat annexé à l'ITCF Val d'Escaut à Antoing où l'intervention de la Communauté française sera réduite si l'élève est absent pour une période ininterrompue de plus de 7 jours, les jours de congé, de détente et autres congés dans l'enseignement n'entrant pas en ligne de compte pour calculer l'absence lorsque ces congés se situent au début ou à la fin de la période d'absence de l'internat.

L'intervention est liquidée sur base de deux documents:

- un état (annexe I) présenté par l'Administrateur ou le Pouvoir organisateur de l'Internat et certifié exact par l'inspecteur du ressort d'inspection de l'établissement fréquenté par l'élève;
- une demande d'intervention (annexe II) dûment certifiée par la commune.

Vous trouverez en annexe un exemplaire des annexes I et II (année scolaire 2010-2011) qui, dûment complétées, doivent être transmises **pour le 11 juillet 2011** à la:

DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE
Service général de l'enseignement fondamental et de l'enseignement spécialisé
Rue A. Lavallée, 1,
Bureau 2F202
1080 BRUXELLES

Montants des frais de pension pour l'année scolaire 2011-2012

A titre d'information, vous trouverez ci-dessous, un tableau reprenant les différents montants d'application à partir du 01/09/2011.

	Montant fixé par Arrêté du Gouvernement	Montant (-15%) arrondi	Intervention CF (calcul=2/3 du montant (15%))
primaire	1791,83€	1523,06€	1015,37€
secondaire	2072,83€	1761,91€	1174,61€
fondamental spécialisé	1607,11€	1366,04€	910,69€
secondaire spécialisé	1887,93€	1604,74€	1069,83€

Je vous saurais gré d'informer les parents de ce qui précède.

Au nom de la Ministre de l'enseignement obligatoire,
Pour la Directrice générale absente,
Le Directeur général adjoint,

Marc VAN RIET

ANNEXE I

Etat de l'intervention due par la Communauté française dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.

Année scolaire 20..-20..

Nom et prénoms de l'interne :

Date de naissance :

Nationalité :

Nom et prénoms du père, mère ou tuteur :

Domicile légal : rue et n° :

Localité :

Profession :

Date de l'entrée à l'internat :

Date de sortie de l'internat :

Etablissement scolaire fréquenté :

Niveau des études : primaire – secondaire / ordinaire - spécialisé

Intervention due par la Communauté française pour l'année scolaire concernée

.....,euros

Certifié pour la fréquentation scolaire,

Le Directeur de l'Etablissement scolaire,
(Nom, date et signature)

Certifié sincère et véritable
à la somme de (en lettres)

.....
.....
.....

Pour l'Administrateur ou le
Pouvoir organisateur de
l'internat :
(Nom, date et signature)

Numéro et dénomination du compte sur lequel l'intervention de la Communauté française doit être versée:

.....
.....

ANNEXE II

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique
Direction générale de l'Enseignement obligatoire
Service général de l'Enseignement fondamental et de l'enseignement spécialisé

Intervention de la Communauté française dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. (AR. du 20 août 1957 –art.20 et 71)

DEMANDE D'INTERVENTION

Nom, prénoms, date de naissance des enfants pour lesquels l'intervention est demandée :

-
-
-

Chef de famille (parents ou tuteurs)

Nom et prénoms :

Domicile légal :

Profession déclarée : (mentionner si elle est exercée pour le compte personnel ou pour compte d'un employeur; dans ce second cas, ajouter le nom et l'adresse de l'employeur)

J'affirme sur l'honneur que la profession que j'exerce ne me permet pas d'inscrire mon (mes) enfant(s) dans un établissement scolaire non pourvu d'un internat.

Certifié sincère et véritable,

A, le.....

Signature du chef de famille

Les renseignements justifiant la demande d'intervention, sont, à ma connaissance, conformes à la vérité,

A, le.....

Sceau de la commune et signature du Bourgmestre ou de son délégué.